BULLETIN

OF THE
CANADIAN CRIMINOLOGY AND
CORRECTIONS ASSOCIATION

DE LA
SOCIETE CANADIENNE
DE CRIMINOLOGIE

55 Parkdale, Ottawa Canada K1Y 1E5

Volume I No 2 November 1971 Novembre

Affiliated with the Canadian Council on Social Development

Affiliée au Conseil canadien de Développement social

OTICE TO
EADERS

Some of our readers have missed a connection! They are writing saying they have received our "new" Bulletin but could we please send them the September 1971 issue of Correctional Process! True we did not identify the "new" Bulletin as the continuation or replacement of Correctional Process but we thought it was so obvious. Well, now you know.

HAT THE
SSOCIATION
S DOING

The Board of Directors travelled to Charlottetown, Prince Edward Island, for a relatively short meeting early in October. A number of Board members also attended the Atlantic Provinces Corrections Association Annual Meeting and Conference which took place during the preceding two and half days. It was a busy time but the hospitable Maritimers made it very pleasant for all.

The statement on the proposed relationships between the Canadian Criminology and Corrections Association and the provincial or regional Corrections/Criminology associations was approved by the Board as the basis for further discussions. Further action on this awaits the decisions of the other associations. The Atlantic Provinces Corrections Association members approved the statement during their Annual Meeting.

Also on the agenda was a report on the 1971 Congress. The Board approved a plan to produce a book on the Congress which would be for sale in bookstores. Technical papers are to be submitted to the Journal. Further discussions were held on the 1975 U.N. Congress to be held in Toronto.

On the agenda for the Charlottetown meeting was a proposal for another type of publication. The responsibility for this project was assigned to a special committee. The Board decided, also, to support a public education project subject to finding of adequate funds to carry it out.

The Brief on the Young Offenders Act (Bill C-192) which was approved by the Board at the time of the Congress was circulated to many organizations and individuals. In Mid-November, a delegation of the Association met with the House of Commons Standing Committee on Justice and Legal Affairs to discuss the Bill and the Brief. According to a press story appearing at about

AVIS AUX LECTEURS

Certains de nos lecteurs ne se sont pas rendus compte que Bulletin représente la nouvelle version de Réadaptation et nous demandent de leur envoyer le numéro de septembre 1971! Il est vrai que nous n'avons pas précisé que le "nouveau" Bulletin remplace et suit les traces de l'ancienne publication mais nous avons cru que c'était bien clair. En tout cas, maintenant vous le savez.

VIE DE LA SOCIETE

Au début d'octobre, le Conseil d'administration s'est rendu à Charlottetown, Ile du Prince Edouard pour une réunion relativement courte. Quelques membres du Conseil ont aussi assisté à l'Assemblée annuelle de l'Association de criminologie des Provinces de l'Atlantique qui s'est tenue au cours des deux jours et demi précédents. C'était une période extrêmement occupée, cependant, les gens des Maritimes, grâce à leur hospitalité proverbiale ont rendu le séjour agréable pour tout le monde.

L'énoncé sur les relations proposées entre la Société canadienne de criminologie et les associations régionales ou provinciales de criminologie et de correction a été approuvé par le Conseil comme base de discussions subséquentes. Toute autre action à ce sujet dépend des décisions que prendront les autres associations. Les membres de l'Association de criminologie des Provinces de l'Atlantique ont aussi adopté l'énoncé au cours de leur assemblée annuelle.

Le rapport sur le Congrès de 1971 était également inscrit à l'ordre du jour. Le Conseil a donné son accord au projet de faire paraître un livre sur le Congrès qui serait mis en vente dans les librairies. Des textes techniques doivent être présentés à la Revue. D'autres discussions ont eu lieu au sujet du Congrès des N.U. de 1975, prévu à Toronto.

Une proposition pour un autre genre de publication se trouvait inscrite à l'ordre du jour de la réunion de Charlottetown. La responsabilité de ce travail a été assignée à un comité spécial. Au surplus, le Conseil a convenu d'accorder son appui au projet de l'éducation du public sous réserve de pouvoir se procurer les fonds nécessaires à l'exécution de ce projet.

Le Mémoire sur la Loi sur les Jeunes délinquants (Bill C-192), approuvé par le Conseil lors du Congrès, a été présenté à un grand nombre d'organismes et de particuliers. En mi-novembre, une délégation de la Société s'est rencontrée avec le Comité permanent des Communes de la Justice et des Affaires juridiques pour s'entretenir au sujet du Bill et du Mémoire. Selon un article publié par la presse, environ à la même époque, il semble que le Bill ne sera pas

WHAT THE ASSOCIATION IS DOING (continued)

the same time, it seems that the Bill will not be returned to the House of Commons during this session and that it will die on the order paper. The question is whether it will be re-introduced at the next session... if there is one before the next general election!

CCCA ANNUAL REPORT

Those who receive our Annual report may wish to make a correction in the Developments in the Corrections Field section. The second paragraph on page four of that section creates the impression that 9,000 inmates in 1969/70 and 17,000 inmates in 1970/71 were released on temporary absences. In reality, there were 9,000 and 17,000 "absences" sometimes involving the same person on several occasions. These were not man/days since some absences involved only a few hours.

"KIRK" IS RETIRING

Many readers probably already know that Mr. A.M. Kirkpatrick, Executive Director of the John Howard Society of Ontario, is retiring. Kirk will possibly continue to have some connection with John Howard Society matters for some time yet but the Bulletin takes this opportunity to wish him well.

To replace Kirk, ... Mr. A.K. Couse. He has been Associate-Executive Director for several years and with the Society since 1954.

NEW PAROLE BOARD MEMBER

Mr. Jean-Paul Gilbert, professor at the Department of Criminology and former director of the Montreal Police Force, was appointed to the National Parole Board. He replaces Mr. Wm.Outerbridge who is now a professor at the Centre of Criminology of the University of Ottawa.

OTTAWA ELIZABETH FRY SOCIETY

The Executive director of the Elizabeth Fry Society of Ottawa, Mrs. Norah Law, has resigned because of ill health. Mrs. Law was known by many correctional workers across the country. Her replacement is Mr. James M. McLatchie formerly with Algonquin Community College in Ottawa.

FEDERAL PENITENTIARIES NEW FASHIONS

Directives on inmate committees and visiting were mentioned in the previous Bulletin. Now the federal penitentiaries are getting into new clothing and hair styles. Practically all the clothing used by inmates will have a different color scheme and be of better quality and design. With regard to hair styles, inmates will be allowed to let their hair, mustache or beard grow longer, in conformity with outside norms and, for the last 30 days before release, to whatever length they wish.

VIE DE LA SOCIETE (suite)

rendu à la Chambre des Communes à cette séance et qu'il est condamné à mourir sur le feuilleton. Il s'agit de savoir si le Bill sera présenté à nouveau à la prochaine séance... si séance il y a, avant les prochaines élections générales!

RAPPORT ANNUEL DE LA SOCIETE

Ceux qui ont reçu notre rapport annuel voudront peut-être corriger la section des Evénements survenus dans le domaine de la correction, page 4. Le troisième paragraphe donne l'impression qu'en 1969/1970, 9,000 détenus et en 1970/71 17,000 détenus se sont vus accorder la libération temporaire. En réalité, il y a eu 9,000 et 17,000 "absences", parfois à plusieurs reprises pour la même personne. Il ne s'agissait pas d'homme-journée vu que certaines absences duraient quelques heures seulement.

"KIRK" SE RETIRE

De nombreux lecteurs savent déjà probablement que M. A.M. Kirkpatrick, directeur général de la Société John Howard d'Ontario prend sa retraite. Kirk maintiendra peut-être, pour quelque temps encore, certains rapports avec la Société John Howard, cependant, le Bulletin profite de cette occasion pour lui souhaiter bonne chance.

M. A.K. Couse remplace Kirk. Il a été directeur exécutif associé depuis plusieurs années et travaille auprès de la Société depuis 1954.

NOUVEAU MEMBRE DE LA COMMISSION DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

M. Jean-Paul Gilbert, professeur au département de criminologie et ex-directeur de la police de Montréal, a été nommé à la Commission nationale des libérations conditionnelles. Il remplace M. Wm. Outerbridge qui est maintenant professeur au Centre de criminologie de l'Université d'Ottawa.

SOCIETE ELIZABETH FRY D'OTTAWA

Le directeur général de la Société Elizabeth Fry d'Ottawa, Mme Norah Law, a démissionné pour raison de santé. Elle était connue de nombreux travailleurs du domaine de la correction à travers le pays. M. James M. McLatchie qui travaillait auparavant au Collège Communautaire d'Algonquin à Ottawa la remplace.

NOUVELLES MODES VESTIMENTAIRES DANS LES PENITENCIERS FEDERAUX

Dans le Bulletin précédent, nous avons signalé de nouvelles directives concernant les comités de détenus et les visites. Maintenant, on y adopte de nouveaux modèles de vêtements et de coiffure. Les couleurs des vêtements seront presque toutes différentes et les vêtements seront d'une qualité et d'un modèle améliorés. Quant à la coiffure, les détenus pourront laisser pousser leurs cheveux, moustaches ou barbes, à la longueur désirée selon les normes extérieures surtout au cours des trente jours précédant leur libération.

MINIMUM WAGE IN PENITENTIARY

The Canadian Penitentiary Service will experiment a minimum wage scheme in one institution, William Head in B.C., where the inmates will be expected to perform work on the same basis as in private industry. The project involves construction of a building. The inmates will receive the federal minimum wage and will pay for their room, board, clothing, taxes, unemployment insurance, help support their family and save for their release from detention.

MEETINGS THAT HAVE COME TO OUR ATTENTION

(1) "Youth in Conflict with the Law"
Conference and Annual Meeting - Atlantic Provinces Corrections Association - September 29 - October 1, 1971. Charlottetown, P.E.I. At their Annual Meeting in Charlottetown, the members of this Association reelected Reverend Eric Robin of P.E.I. as their president.

Justin Sullivan, Editor of the Atlantic Provinces Corrections Association Bulletin and sometime regional parole officer in Moncton, announced in the September issue of his bulletin that Mr. Robert I. Ross, New Brunswick Probation Officer from Newcastle won the bulletin naming contest. It is called "Perspective". Mr. Sullivan in his own inimitable witty way also indicated what kind of prize goes to the winner: "Unfortunately a technicality developed... which the management must implement unpleasant though it may be. Mr. Ross' entry was not accompanied by the required label from a bottle of Northumberland Nockout. Mr. Ross, therefore, will receive only one ticket to a moonlight excursion on the beautiful Peticodiac."

(2) "The Young Offenders Act - Bill C-192 Pros & Cons" - Public Meeting - Ontario Association of Corrections and Criminology October 20, 1971, Toronto, Ontario.

(3) "Canadian Homes and Hostels Forum" - November 5-7, 1971, Kingston, Ontario.

(4) Citizens - Crime Control-Corrections-Alternatives to Failure? British Columbia Corrections Association - November 13, 1971, Vancouver, B.C.

(5) Fallacy and Fact in the Criminal Justice System - Canadian Civil Liberties Survey" - Interdisciplinary Seminar by the Manitoba Society of Criminology - November 20, 1971, Winnipeg, Manitoba.

SALAIRE MINIMUM AU PENITENCIER

Le Service canadien des pénitenciers fera l'expérience d'un projet de salaire minimum dans une institution, celle de William Head, en Colombie-Britannique, où les détenus devront fournir un travail sur la même base que dans une entreprise privée. Le projet comporte la construction d'un immmeuble. Les détenus recevront le salaire minimum fédéral et paieront le loyer de leur chambre, les repas, les vêtements, les impôts, l'assurance-chômage, aideront leur famille et économiseront en prévision de leur libération.

REUNIONS REMARQUEES

(1) "La jeunesse en conflit avec la loi"
Conférence et assemblée annuelle - Association de correction des provinces de l'Atlantique - du 29 septembre au 1er octobre 1971, Charlottetown, Ile du Prince Edouard.
A leur assemblée annuelle à Charlottetown, les membres de l'Association ont réélu le révérend Eric Robin de l'Ile du Prince Edouard, au poste de président.

Justin Sullivan, rédacteur du Bulletin, de l'Association de correction des provinces de l'Atlantique et, à l'occasion, agent des libérations conditionnelles à Moncton, a annoncé dans le numéro de septembre que M. Robert I. Ross, agent de probation du Nouveau-Brunswick, originaire de Newcastle, a gagné le concours du titre du bulletin. Il s'appelle "Perspective". M. Sullivan, avec son esprit inimitable, a aussi précisé le genre de prix qui est décerné au gagnant: "Malheureusement, un obstacle technique a surgi... l'administration devait en tenir compte et l'appliquer, aussi peu agréable que celà fut. L'envoi de M. Ross n'était pas accompagné de l'étiquette requise décollée sur une bouteille de Northumberland Nockout. Par conséquent, M. Ross ne recevra qu'un billet pour participer à une excursion de clair de lune sur le magnifique Peticodiac."

(2) "La loi sur les jeunes délinquants" - Bill C-192 - Pour et contre - Réunion publique - Association de correction et de criminologie d'Ontario - le 20 octobre 1971, Toronto, Ontario.

(3) "Canadian Homes and Hostels Forum" - du 5 au 7 novembre 1971, Kingston, Ontario.

(4) Citizens - Crime Control - Corrections-Alternatives to Failure? Association de criminologie de la Colombie-Britannique le 13 novembre 1971, Vancouver, Colombie-Britannique.

(5) "Fallacy and Fact in the Criminal Justice System - Canadian Civil Liberties Survey" Séminaire inter-disciplinaire par l'Association de criminologie de Manitoba - le 20 novembre 1971, Winnipeg, Manitoba.

MEETINGS THAT HAVE COME TO OUR ATTENTION (continued)

(6) "Incarceration - other alternatives?" Corrections Workshop by the Saskatchewan Criminology Association - December 3-4,1971, Saskatchewan Penitentiary Farm Annex, Prince Albert, Saskatchewan.

(7) "National Conference on Law" - Sponsored by the Department of Justice to be held from February 1 to 4, 1972, at the Conference Centre in Ottawa. Matters to be examined at this conference are: the role of the lawyer, attitudes of the public to the law and the administration of justice, new judicial problems of the 70's such as pollution, new life styles and technology and the law. Attendance at the conference is by invitation and delegates will be chosen amongst the members of the Canadian Bar, interest groups, minorities, business and the general public.

Enquiries: National Conference on the Law
Department of Justice
Justice Building
Ottawa, Ontario. K1A OH8

COMPENSATION TO VICTIMS OF CRIME

Quebec is joining the five or six other provinces with crime compensation schemes. The plan is an extension of the present Workmen's Compensation Act. It provides compensation for five categories of cases: those injured during the commission of crimes, those injured while assisting police, those injured while arresting or trying to arrest the offender, those injured while trying to prevent a crime, those dependent on persons killed in any of the above instances. Compensation may also be paid to a woman who gives birth as a result of being raped. The schedule of benefits is similar to those available under the present Workmen's Compensation Act.

PUBLICATIONS OF INTEREST

Dr. Ezzat Abdel Fattah's book mentioned in the September issue of the Bulletin is now available. It deals with the relationship between the offender and his victim. Entitled "La victime est-elle coupable? Le rôle de la victime dans le meurtre en vue de vol", the book is available for $8.75 from les Presses de l'Université de Montréal, Box 6128 Montreal 101.

REUNIONS REMARQUEES (suite)

(6) "Incarceration - other alternatives?" Atelier sur la correction par l'Association de criminologie du Saskatchewan - du 3 au 4 décembre 1971, Saskatchewan Penitentiary Farm Annex, Prince Albert, Saskatchewan.

(7) "La Conférence nationale sur le droit" - parrainée par le ministère de la Justice - doit se tenir du 1er au 4 février 1972 au Centre de Conférence à Ottawa. Les questions sur lesquelles on se penchera à cette conférence sont dans l'ordre suivant: le rôle de l'avocat, les attitudes du public face à la loi et à la justice, les nouveaux problèmes juridiques des années 70 tels que la pollution les nouveaux modes de vie, la technologie et la loi. La participation se fait par invitation et les délégués seront choisis parmi les membres du barreau canadien, des groupes d'intérêt, des minorités, du monde des affaires et du public en général.

Adresser les demandes à:
Conférence nationale sur le droit,
Ministère de la Justice,
Edifice de la Justice,
Ottawa, Ontario. K1A OH8

INDEMNISATION: VICTIMES DE LA CRIMINALITE

Le Québec se joint aux cinq ou six autres provinces qui ont un programme d'indemnisation des victimes de la criminalité. Le plan est une extension de la loi actuelle de l'indemnisation des accidents de travail des ouvriers. Elle assure une indemnisation dans cinq catégories de cas: ceux qui sont blessés au moment de la perpétration du crime, ceux qui le sont en aidant la police, ceux qui le sont en arrêtant ou en essayant d'arrêter le délinquant, ceux qui le sont en essayant d'empêcher la Commission d'un délit et les personnes à charge de ceux qui ont succombé au cours d'un des incidents cités ci-haut. L'indemnisation serait aussi versée à toute femme qui accouche à la suite d'un viol. L'échelle des indemnités est analogue à celles qui sont appliquées à la loi sur l'indemnisation des accidents de travail.

PUBLICATIONS D'INTERET

L'ouvrage du Dr Ezzat Abdel Fattah, signalé dans notre numéro de septembre, est maintenant en vente. Il traite des rapports qui interviennent entre le délinquant et sa victime. On peut se procurer ce livre intitulé: "Le rôle de la victime dans le meurtre en vue de vol", au prix de $8.75 aux Presses de l'Université de Montréal, boîte 6128 Montréal 101.

PUBLICATIONS OF INTEREST (continued)

The Canadian Civil Liberties Association recently published a report on the legal safeguards in Canadian courts for persons accused of crime. The study bears on the experience, in five large metropolitan areas, of over 500 persons accused in these courts in January 1970. The conclusions tend to show that accused persons do not have the full protection they should.

The University of Toronto Press has recently released a book by John Hogarth: "Sentencing as a human Process". Price $15.00. The book is based on a study of sentences passed by Ontario Judges in relation to their background, personality and attitudes.

The Law Enforcement Assistance Administration in the United States has a 20 page booklet entitled "LEAA Reference List of Publications" which is a publication similar to CCCA Listing of Correctional Literature published in Canada. It is a handy reference brochure on publications; where to obtain them and at what cost. Obviously it does not cover every publication in the U.S. but it is a very useful tool to find important documents quickly.

Enquiries: National Criminal Justice Reference Service
Law Enforcement Assistance Administrative
U.S. Department of Justice
Washington D.C. 20530,USA.

The Council of Europe recently put together a book on "Human Rights in Prison" which deals with the special situation arising from the application of articles of the European Convention to persons in detention. The book gives an account of how the important cases have been decided.

Enquiries: Secretariat General
Council of Europe
Strasbourg, France.

PUBLICATIONS D'INTERET (suite)

L'association canadienne des droits civils vient de publier un rapport sur les garanties juridiques reconnues dans les tribunaux canadiens aux personnes accusées. L'étude porte sur l'expérience faite dans cinq grandes agglomérations métropolitaines auprès de plus de 500 personnes accusées dans ces tribunaux en janvier 1970. Les conclusions tendent à démontrer que les accusés n'ont pas toute la protection qu'il leur faudrait.

Les Presses de l'Université de Toronto viennent de faire paraître un ouvrage de John Hogarth: Sentencing as a Human Process. Le livre coûte $15. et se fonde sur une étude des sentences prononcées par les juges d'Ontario selon leurs antécédents, personnalité et vues.

La Law Enforcement Assistance Administration aux Etats-Unis possède une brochurette de 20 pages intitulée: "LEAA Reference List of publications" qui est analogue au répertoire de la SCC, Ouvrages de criminologie publiés au Canada. Il s'agit d'une brochure de référence pratique sur les publications, où les obtenir et à quel prix. Evidemment, elle ne renferme pas tous les ouvrages parus aux Etats-Unis, cependant, c'est un instrument utile pour trouver rapidement certains documents.

S'adresser à: National Criminal Justice
Reference Service
Law Enforcement Assistance
Administrative
U.S. Department of Justice
Washington D.C. 20530, USA.

Le Conseil de l'Europe vient de rédiger un ouvrage intitulé "Human Rights in Prison" qui traite des circonstances particulières découlant de l'application à l'égard des détenus des dispositions de la Convention européenne. Le livre est une revue des décisions concernant les cas importants.

S'adresser à: Secrétariat général
Conseil de l'Europe
Strasbourg, France.

NEW MEMBERS

Geoffrey M. Fellows, Galt, Ontario

Dr. Victor Szyrynski, Ottawa, Ontario

W.A. Dempsey, Highland Creek, Ontario

NOUVEAUX MEMBRES

Hassim Solomon, Windsor, Ontario

Barend Van Den Assem, Campbellford, Ontario